



## Extraits de « correspondance européenne avec 25 jeunes de l'Union »

### Préface

Si j'ai choisi d'écrire ce livre, c'est parce que l'Europe est souvent expliquée de façon trop compliquée. Je me suis donc efforcé, en m'adressant à vingt-cinq jeunes Européens, de faire aussi simple que possible.

Pour avoir organisé de nombreuses rencontres avec des centaines de jeunes, j'ai pu mesurer combien leur conception de l'Europe avait changé par rapport à celle de notre génération. Pour eux, l'Europe c'est la solidarité, Erasmus, la protection de l'environnement..., ce

n'est plus la paix. Cette constatation est à la fois positive et négative: d'un côté la paix, objectif poursuivi par les Pères fondateurs, est pour eux acquise. De l'autre, elle n'entre plus dans leurs objectifs alors que pèsent encore sur notre continent de graves menaces, attestées par l'attentat de Madrid et l'instabilité chronique à quelques heures d'avion de nos frontières !

J'ai voulu dans ce livre tenir compte à la fois des ambitions premières de l'Europe mais aussi des préoccupations des jeunes.

Ce livre est également un plaidoyer pour le "oui" à la Constitution européenne. Après l'Union économique et l'Union monétaire réussies, la Constitution permet, à mes yeux, l'Union politique. Elle ouvre la voie à l'identité européenne: identité sur la scène internationale avec les réformes institutionnelles qui permettront à l'Union de parler d'une seule voix, identité citoyenne avec les progrès démocratiques concernant tant les institutions européennes que les Parlements nationaux, identité humaniste avec notamment le respect des diversités culturelle et linguistique que la France a défendue ardemment lors de la Convention.

Certes, l'œuvre n'est pas parachevée. J'aurais souhaité en tant que conventionnel obtenir qu'un Congrès réunissant parlementaires européens et parlementaires nationaux intégrât les institutions. J'aurais également aimé aller beaucoup plus loin dans l'harmonisation fiscale et sociale entre les Etats membres. Mais cette Constitution constitue déjà une telle

avancée qu'il me paraît très grave qu'elle ne soit pas ratifiée par les vingt-cinq et bien sûr par la France, pays fondateur de l'Europe.

Si j'avais un seul souhait à formuler pour le lecteur, c'est qu'il soit convaincu de l'enjeu majeur du "oui" à la Constitution.

### Lettre à un jeune Irlandais, à propos des délocalisations et de l'emploi.

Dear Patrick,

J'ai choisi de t'expliquer, à toi l'Irlandais, pourquoi la crainte actuellement entretenue des délocalisations qui menaceraient l'Europe est largement irrationnelle. Te choisir pour interlocuteur sur ce sujet aujourd'hui controversé n'est pas le fait du hasard. Il y a une trentaine d'années, les eurosceptiques craignaient l'entrée de l'Irlande dans l'Union. Ils évoquaient déjà les délocalisations d'entreprises vers un pays, le tien, capable, croyaient-ils de menacer les nantis de l'Union en pratiquant le dumping social. Les mêmes arguments nous sont servis aujourd'hui par les mêmes eurosceptiques. Ils prédisent et redoutent des délocalisations au profit des nouveaux Etats membres.

Il y a trente ans, ton pays qui comptait alors un peu moins de quatre millions d'habitants était sans doute le plus pauvre d'Europe. Son adhésion à l'Union européenne lui a permis de rattraper ce retard.

(...)

L'Europe a bénéficié à l'Irlande, de la même manière que la montée en puissance (économique et politique) de l'Irlande a profité à l'Europe. L'histoire récente de ton pays montre que les craintes des adversaires de la construction européenne ne sont en réalité que des fantasmes outrageusement conservateurs.

Comme il y a trente ans, les sceptiques feignent de croire que les nouveaux adhérents vont provoquer un processus de délocalisations à leur profit. Ils nous prédisent ainsi une catastrophe économique, industrielle et sociale. Ces craintes sont parfaitement infondées. Les délocalisations sont en effet la plus faible cause de destruction d'emplois en Europe.

(...)

L'expérience des élargissements précédents, vers l'Irlande, mais aussi vers les pays européens du sud (Espagne, Portugal et Grèce), a prouvé que les pays fondateurs n'avaient rien à craindre de l'entrée de nouveaux membres. Aujourd'hui par exemple, la France a largement

profité des croissances espagnole et portugaise. Elle a d'ailleurs des excédents commerciaux avec ces pays y compris dans le domaine agricole. Comme ce fut le cas pour ton pays et pour les Etats de l'Europe méditerranéenne, l'adhésion de nouveaux pays procurera de nouveaux marchés au fur et à mesure que les besoins des Etats entrants se développeront.

(...)

Nous ne devons pas avoir peur de nos nouveaux partenaires. Je crois, comme l'ancien commissaire européen Pascal Lamy que « contrairement à ce qu'on essaie de faire croire, le premier déterminant de l'implantation des entreprises n'est pas le coût du travail mais l'importance du marché et ses perspectives de croissance ». Il n'en faut pas moins craindre de nouvelles délocalisations particulièrement dommageables à la situation de l'emploi en Europe. Mais celles-ci se produiront au profit de la Chine, du Maghreb ou de l'Inde. C'est aussi pour cette raison qu'il importe de renforcer notre Europe et lui permettre d'atteindre la taille critique à partir de laquelle elle sera en mesure de résister demain à ces puissances émergentes.